

Gestion des entreprises : Création d'un institut de bonne gouvernance

Un institut de bonne gouvernance sera bientôt créé en Algérie à l'initiative la TASK Force Goal 2008 avec le soutien du ministère de la PME.

Slim Athmani, qui donnait l'information hier, a appelé les entreprises à s'engager plus nombreuses dans un processus de bonne gouvernance et de façon volontaire afin de rompre le cercle vicieux qui met face-à-face les entreprises et les pouvoirs publics, chacun renvoyant la balle à l'autre sans issue pour les problèmes nombreux de gestion des PME. La création de l'institut de bonne gouvernance devrait se faire avec l'aide de financements américains notamment et permettrait de vulgariser les principes contenus dans le code de bonne gouvernance qui est également appelé à être amélioré et plus amplement vulgarisé selon les propos de M. Athmani. Il est à rappeler que le Goal rendu public en mars 2009 a été élaboré bénévolement sous l'égide du FCE dès 2007 par un groupe de chefs d'entreprise, d'experts et de consultants dans l'optique de le voir adopter par les PME privées, mais également toutes les administrations, les banques et les investisseurs. Les entreprises algériennes peuvent ainsi se hisser au niveau des standards internationaux de bonne gouvernance, notamment la transparence dans tous les actes de gestion.

Les représentants des ministères de la PME et de l'Industrie présents hier à la rencontre, organisée par le groupe français Cegid, fournisseur de logiciels de gestion, ont soutenu la démarche initiée par la Task Force Goal 2008, présidée par M. Athmani. Ainsi le directeur de la compétitivité et du développement durable du ministère de la PME et de l'Artisanat, Abdelkrim Boughadou, et Mohamed Bacha, directeur général du département de l'intelligence économique, des études et de la prospective au ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, ont tous deux soutenu amplement la démarche de bonne gouvernance et l'idée de la création de l'institut. M. Bacha du ministère de l'Industrie a notamment estimé, concernant le volet ressources humaines qu'« une bonne politique salariale contribuerait à la bonne gouvernance », et stabiliserait les employés et les cadres, ceux-ci étant amenés à s'investir mieux et pleinement dans la sauvegarde des intérêts de l'entreprise.

Par Zhor Hadjam